

LE DOSSIER:

*«Ce qui vient au monde pour ne rien troubler, ne mérite ni égards, ni patience...»
René Char cité par le Grand Maître du «Grand Orient de France»
dans son discours d'installation.*

Avertissement:

Certains de nos amis semblent avoir été influencés par une campagne de presse (non dénuée d'arrière pensées politiques) déclenchée à la suite d'une interview publiée dans un bimensuel du *Front National* et de celle publiée dans le quotidien *Ouest-France*... C'est pourquoi, il m'a semblé nécessaire de constituer un dossier susceptible d'éclairer le débat et de permettre à chacun de se faire sa propre opinion.

LE TABOU

Tabou: Espèce d'interdiction prononcé sur un lieu, un objet ou une personne par les prêtres et les chefs de Polynésie. (Littré).

Tabou: Rite négatif ou interdit de caractère religieux (Larousse).

Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire, c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bouche et de nos mains aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques. (Jean JAURÈS).

Il m'est vivement reproché d'avoir accepté de répondre au questionnaire d'un journaliste du *Front National*. Bien entendu, je ne fais pas allusion à l'article ignominieux de *Libération* ou au dessin publié dans *Ouest-France* qui, l'un et l'autre, ne sont pas sans rappeler ce qu'on pouvait lire et regarder dans la presse de la France occupée.

Tout naturellement, je suis plus attentif à ce que disent ou écrivent certains de mes amis que je ne saurais soupçonner d'une quelconque malveillance à mon égard.

Aucun d'entre eux ne remet en cause le contenu de l'interview publié dans un organe du *Front National* ou dans celui publié quelques jours plus tard dans le quotidien régional *Ouest-France*. Ce qui m'est reproché c'est d'avoir «*agi seul*» et qu'en enfreignant le tabou j'aurais, d'une certaine manière, compromis la reconstruction d'un mouvement ouvrier indépendant. J'estime que cette crainte est, pour le moins, exagérée.

Posons-nous la question: à qui profite la diabolisation de la droite ou de l'extrême droite? Rappelons-nous hier: «*Facho-Chirac*», «*Hersent le papivore*» et aujourd'hui le *Front National* représenteraient le seul danger qui menacerait nos libertés.

Ah l'admirable subterfuge à l'abri duquel nos «*amis*» de la gauche plurielle ou non, peuvent, en toute quiétude, mettre à mal l'ensemble des conquêtes de la classe ouvrière et de la démocratie!

Par exemple, qui, si ce n'est Pierre Mauroy, a, le premier, en juin 82, suspendu, en toute illégalité l'application des accords négociés et signés dans le cadre de la loi du 11 février 1950?

Qui a inventé les lois Auroux qui opposent un prétendu droit individuel à nos conventions collectives?

Qui, aujourd'hui, «*droite*» et «*gauche*» s'exprimant d'une «*même voix*», privatise, c'est-à-dire, détruit, avec les conséquences que l'on connaît, des siècles de «*colbertisme*».

Qui met à mal la sécurité sociale et notre système de santé en affirmant que si «*la santé n'a pas de prix, elle a un coût*» et donne comme consigne aux médecins de laisser crever les patients de plus de 70 ans?

Qui, aujourd'hui, défend l'usage obligatoire des «*langues régionales*» qui s'inscrit dans la tentative d'une sorte de reconstruction du Saint-Empire-Romain Germanique?

Enfin, qui, jour après jour, détruit les institutions de la démocratie représentatives pour les remplacer par des institutions «*subsidiaries*», si ce ne sont ces farouches «*antifascistes*» qui prétendent me dicter le choix des journalistes aux questions desquels je serais autorisé à répondre?

Il semblerait que, pour certains de mes amis, j'aurais, à mon corps défendant «*donné des armes à mes ennemis*». Bien entendu, c'est leur droit le plus strict de penser ainsi, mais tel n'est pas mon avis. En répondant aux questions du journaliste F.N., je n'ai pas, pour autant, adhéré au *Front National*, pas plus qu'en accordant une interview au journaliste de *Ouest-France*, je ne suis devenu un suppôt de la hiérarchie catholique.

J'ai tendance à penser qu'il y a de la «*chasse aux sorcières*» dans le procès qui m'est fait et il faut qu'on sache, que je ne suis pas prêt, ne serait-ce que par mon silence à aider à la mise en place d'une sorte de «*Mac-carthisme*» à la française.

Mais, après tout, peut-être ai-je tort et mes détracteurs raison! L'avenir nous le dira... qui vivra verra!

Alexandre HÉBERT.

Interview d'Alexandre HÉBERT,

invité par François Delancourt du bimensuel «Français d'Abord!»

Héritier à la fois de Proudhon, Bakounine, de Pouget et Stirner, Alexandre Hébert est un des derniers représentants historiques de l'anarcho-syndicalisme en France. Fondateur de la C.G.T.-Force ouvrière et personnage emblématique du Mouvement Ouvrier Français, Alexandre Hébert a été présent partout: des jeunesses socialistes, au travail obligatoire en Allemagne, de la création de la C.G.T.F.O. aux grèves de 56, de la guerre d'Algérie à mai 68. Depuis les traités de Maastricht et d'Amsterdam, il est le témoin d'une capitulation qu'il condamne. C'est ce militant syndicaliste, dirigeant de Force-Ouvrière, qui nous a reçus et qui a répondu à nos questions sans détour.

Pouvez-vous nous rappeler dans quelles conditions la C.G.T.F.O. a vu le jour?

A.H.: la C.G.T.F.O. est née d'une 3^{ème} scission dans la C.G.T. qui a été provoquée par une partie de militants ouvriers refusant la main mise du PC sur l'organisation syndicale.

C'est donc à la base un syndicat anticommuniste?

A.H.: La C.G.T.F.O. qui se veut l'héritière de la vieille C.G.T. n'est ni communiste, ni anticommuniste. Elle tient à préserver son indépendance vis-à-vis de l'ensemble des partis.

En quelque sorte, vous étiez des «jaunes».

A.H.: Lors de la scission, les staliniens de l'époque ont essayé de nous coller l'étiquette de «*jaunes*», ce

qui signifie dans l'argot ouvrier «*agent du patronat*». En réalité, les militants de la C.G.T.F.O. se sont toujours battus pour défendre les intérêts ouvriers et je rappellerais à ceux qui l'ignorent que la première bataille que nous avons menée après la scission a été pour obtenir ce que nous appelions à l'époque la liberté des salaires et qui s'est concrétisée dans la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives qui d'ailleurs est aujourd'hui mise à mal pour tous les gouvernements, y compris celui de la gauche plurielle.

Comment expliquez-vous l'alignement de la CGT sur les positions de la CFDT?

A.H.: Je ne voudrais pas polémiquer inutilement et surtout calomnier des militants politiques ou syndicaux. Il n'en demeure pas moins qu'on peut s'interroger sur les évolutions des dirigeants du PC et de la CGT qui sont passés d'un anticapitalisme virulent à une compréhension bienveillante de ce que l'on appelle aujourd'hui l'économie de marché.

Dans ces conditions, on est en droit de se poser des questions sur les mobiles qui peuvent expliquer un tel revirement. Pour ma part, je suis tenté de penser que la volonté de préserver un «*appareil*» qui a perdu beaucoup de ressources peut conduire à chercher de nouvelles sources de financement. Or, dans le monde dans lequel nous vivons, en dehors des Américains (parfois), le grand financier est l'*Union Européenne* qui dépense des sommes fabuleuses pour nous faire admettre les nouvelles structures totalitaires qui sont en train de s'édifier. Les stalinien ont été les fidèles soutiens d'un État totalitaire, apparemment, cela ne semble pas leur poser de problèmes de changer de partenaire, lequel est tout aussi totalitaire.

Ce sont donc deux organisations qui roulent pour le patronat?

A.H.: Je pense que la question n'est pas posée dans les bons termes. Je ne pense pas que les stalinien «*roulent pour le patronat*», d'ailleurs, existe-t-il encore un patronat? En tout cas, de mon point de vue, le patronat tel que je l'ai connu dans ma jeunesse s'est autodétruit au profit de bureaucraties irresponsables. Pour moi, la C.F.D.T. et la C.G.T. ne sont pas l'expression syndicale des intérêts du patronat, elles sont l'expression syndicalo-politique d'un nouvel ordre fondé sur la subsidiarité, c'est-à-dire sur la servilité.

La C.G.T.F.O. prend quelquefois des positions en faveur d'une autre politique.

Pouvez-vous nous dire pourquoi elle n'a pas pris position contre les traités de Maastricht et d'Amsterdam?

A.H.: J'étais membre de la *Commission Exécutive Confédérale* quand la décision a été prise de ne pas se prononcer. Mon Union Départementale de Loire-Atlantique a pris position contre. Je pense que vouloir, à l'époque, imposer à l'ensemble de l'organisation la position de la Loire-Atlantique nous faisait courir le risque de difficultés dont nous n'avons vraiment pas besoin, mais je rappelle que la prise de position de la Loire-Atlantique n'a pas été condamnée par la Confédération.

Pourtant, ces mêmes traités mettent à mal nombre des avancées sociales dont les employés français bénéficient...

A.H.: Il est exact que l'*Union Européenne*, avec notamment la *Commission Européenne*, remet en cause, avec les États-Nations, les conventions collectives, statuts et garanties sociales dont bénéficiaient sur tous les plans les travailleurs français. Je voudrais profiter de la circonstance pour préciser que je demeure fidèle à une conception internationaliste, mais je ne confonds pas le nationalisme et la nation. Le nationalisme est une idéologie, comme toute idéologie sujette à discussion, la nation est une réalité, et, en ce qui me concerne, travailleur français, un espace géographique et juridique dans le cadre duquel un certain nombre de conventions et statuts avaient été gagnés, parfois de haute lutte, et que la construction européenne détruit d'un trait de plume.

Si j'ai bien compris, à titre personnel vous êtes opposé à l'Europe que l'on nous prépare. Que pensez-vous des agressions américaines et de l'Otan en Irak et en Serbie?

A.H.: Dès le début, j'ai pris position contre l'agression américaine en Irak, puis contre l'intervention américaine au Kosovo. Celles-ci ont comme point commun de remettre en cause la souveraineté de ces états et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cela ne veut pas dire que tous les syndiqués de F.O. partagent cette analyse, mais je pense aujourd'hui que peu de militants F.O. se font des illusions sur le contenu «*humanitaire*» des discours bellicistes.

Revenons, si vous le voulez bien, au domaine syndical. Que pensez-vous de la représentativité d'un certain nombre de syndicats, représentativité qui empêche d'autres mouvements d'émerger.

A.H.: Je pense que c'est une question à laquelle il n'est pas facile de répondre, dans la mesure où je suis inconditionnellement pour la liberté syndicale, c'est-à-dire pour le droit imprescriptible pour le travailleur de choisir son syndicat. Cela étant, cette liberté syndicale ne peut pas conduire à faciliter la démarche de ceux qui seraient tentés de susciter artificiellement des syndicats maison destinés à s'opposer à ceux que la classe ouvrière a édifiés au cours de son histoire pour la défense de ses «*intérêts spécifiques*».

Sur les licenciements?

A.H.: Je pense que les palinodies des gouvernements successifs sur l'emploi, relayées aujourd'hui par la C.F.D.T. et la C.G.T. atteignent le summum de l'hypocrisie dans la mesure où je ne connais pas d'employeurs qui licencient par plaisir. Les entreprises, compte tenu du contexte international qu'on leur impose, la mondialisation, la destruction des garanties nationales, sont placées, presque toujours, devant l'alternative suivante ou licencier ou délocaliser, et j'estime scandaleux que les gouvernants qui sont à l'origine des nouvelles institutions européennes et mondialistes, cherchent des boucs émissaires en la personne des chefs d'entreprise qui ne font que tenter de s'adapter à la loi de la jungle qui est la règle dans les rapports économiques. Je voudrais rappeler qu'il y a des donneurs de leçons qui sont mal venus. Je n'ai pas oublié les promesses de Jospin pendant la campagne électorale à propos de la fermeture de Vilvorde, on sait ce qu'il en est advenu.

QUAND S'AFFICHENT DE VIEILLES CONNIVENCES TROSKO-FACHOS... LIBÉRATION - 9 et 10 octobre 1999.

Le lambertiste Alexandre Hébert, ancien dirigeant de F.O., donne libre cours à son europhobie dans l'hebdo de le Pen.

Alexandre Hébert est un retraité occupé. Cet ancien dirigeant du syndicat Force ouvrière de Loire-Atlantique, considéré comme le pape de l'anarcho-syndicalisme et compagnon de route des trotskistes lambertistes du *Parti des travailleurs* (PT), meuble ses journées en donnant des interviews. Et pas à n'importe qui, puisque ce républicain revendiqué, athée et libre penseur, s'exprime, cette semaine, dans les colonnes de l'hebdomadaire de Jean-Marie Le Pen, *Français d'abord!* Sur deux pages, cet anticlérical, habitué dans ses diatribes à s'en prendre à une Europe, selon lui, sous la coupe des «*démocrates-chrétiens*» et donc par extension «*à la solde du Vatican*», en remet une louche contre les syndicats, «*expression syndicalo-politique d'un nouvel ordre fondé sur la subsidiarité, c'est-à-dire la servilité*». A savoir la CFDT et la CGT.

Discours en phase. «*On peut s'interroger sur les évolutions des dirigeants du PC et de la CGT, qui sont passés d'un anticapitalisme virulent à une compréhension bienveillante de ce que l'on appelle aujourd'hui l'économie de marché*», ajoute l'ancien cadre de FO, dont le fils Patrick lui a succédé à la tête de l'union départementale de Loire-Atlantique. La cible d'Alexandre Hébert reste bien l'*Union européenne*, qui «*remet en cause, avec les États-nations, les conventions collectives, statuts et garanties sociales*».

Un discours tout à fait en phase avec celui du *Front national* de Jean-Marie Le Pen. Ce que reconnaît bien volontiers Martial Bild, rédacteur en chef du magazine officiel du FN: «*Nous sommes dans un système où le politiquement correct règne. Des personnages tels qu'Alexandre Hébert ne peuvent s'exprimer nulle part. Parce que nous sommes incorrects politiquement, nous lui avons donné la parole*».

Sauf que ces retrouvailles sur l'autel de la lutte anti-Maastricht et anti-Amsterdam masquent, en fait, de vieilles connivences entre l'extrême droite et certains éléments du *Parti des travailleurs* infiltrés à FO, connivences dont le creuset est à Nantes au siège de l'union départementale Force ouvrière.

Ami avec Hersant. Dans sa jeunesse, Alexandre Hébert a été militant aux *Jeunesses socialistes* à Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime) aux côtés d'un certain Robert Hersant, l'ancien patron du *Figaro*,

avec lequel il est resté en contact au nom de l'anticommunisme, le fonds de commerce de FO. Lors de la création de la centrale en 1947, les responsables du tout jeune syndicat, qui vient de scissionner avec la CGT, n'hésitent pas à côtoyer au sein de la revue *Est-Ouest* d'anciens cadres du *Rassemblement national populaire* (RNP), le parti collaborationniste de Marcel Déat. Après la chute du mur de Berlin, cette alliance «rouge-brune» connaît de beaux jours. Ce n'est pas tout à fait un hasard qu'Alexandre Hébert ait accordé une interview à *Français d'abord!*. Le rédacteur en chef actuel du journal départemental de FO, *l'Ouest syndicaliste*, n'est autre que Joël Bonnemaïson, journaliste récemment licencié de France 3. Ce responsable du syndicat FO des journalistes a été candidat FN aux élections cantonales de 1977 en Loire-Atlantique, et lors de son second mariage, ses deux témoins étaient Hébert et Le Pen. Depuis, il s'est mis dans la roue de Philippe de Villiers, président du conseil général de Vendée.

Antisémitisme. Les exemples de ces connivences abondent à commencer par Emmanuel Ratier, fils spirituel autoproclamé d'Henry Coston, journaliste auteur d'un *Dictionnaire de la politique française*, qui tout au long de la guerre n'a eu de cesse de dénoncer le «complot judéo-maçonnique». Rédacteur en chef d'une lettre intitulée *Faits et documents*, ouvertement antisémite et antimaçonnique, Emmanuel Ratier a été membre du syndicat FO des journalistes. Nicolas Tandler, ancien militant de *Jeune Europe* et d'*Ordre Nouveau*, aujourd'hui éditorialiste dans un mensuel d'inspiration monarchiste, longtemps membre de FO, a été pigiste à *FO-Hebdo*, le journal de la confédération, et reste proche de Claude Jenet, le numéro deux du syndicat, réputé proche des lambertistes.

Officialisation. A cette liste s'ajoute encore le nom de Catherine Fouillet, journaliste encartée à FO et auteur d'un ouvrage au titre on ne peut plus explicite, *Moi j'aime l'extrême droite*, publié par Jean-Gilles Malliarakis, patron d'une maison d'édition connue pour la publication d'opuscules révisionnistes. L'interview d'Alexandre Hébert au journal du FN n'aura finalement fait qu'officialiser une relation jusqu'alors discrète.

Christophe FORCARI.

UN ANCIEN RESPONSABLE DE FO S'EXPRIME DANS LA PRESSE DU F.N... *Le Monde - 10 et 11 octobre 1999.*

FRANÇAIS D'ABORD, l'organe du *Front national*, publie, dans son numéro daté de la seconde quinzaine de septembre, un entretien avec Alexandre Hébert, membre, jusqu'en 1996, de la *Commission exécutive confédérale de Force ouvrière*, responsable, de 1947 à 1992, de l'union départementale de Loire-Atlantique et membre officieux du bureau politique du *Parti des travailleurs* (PT), organisation trotskiste dirigée par Pierre Lambert. M. Hébert, dont le fils Patrick assure la relève au sein du PT et à la tête de l'union départementale FO, a toujours considéré que le FN est un parti comme les autres.

Interrogé par *Français d'abord*, M. Hébert affirme: «*L'Union européenne (...) remet en cause, avec les États-nations, les conventions collectives, statuts et garanties sociales dont bénéficiaient sur tous les plans les travailleurs français*». A propos des licenciements, il juge «*scandaleux que les gouvernants, qui sont à l'origine des nouvelles institutions européennes et mondialistes, cherchent des boucs émissaires en la personne des chefs d'entreprise*». «*La menace de la réalisation d'une union sacrée entre la droite et la gauche, avec notamment la CFDT, est beaucoup plus dangereuse pour nos intérêts que l'épouvantail Le Pen*», expliquait-il, en mars 1985, au responsable de l'union départementale Force ouvrière de la Sarthe, qui demandait l'exclusion de Patrick Baptis, secrétaire adjoint du bureau national FO du personnel de surveillance des Musées nationaux.

Ce dernier, candidat du *Front national* au Mans lors des élections cantonales, venait de déclarer, dans *Ouest-France*, qu'il n'admettait pas que «*les Maghrébins viennent envahir la France et prendre le travail des Français sous prétexte qu'ils viennent d'un pays pauvre*».

M. Hébert avait lui-même pour bras droit, à la tête de son union départementale, un ami de Jean-Marie

Le Pen, Joël Bonnemaïson. Toujours membre du *Syndicat général des journalistes FO*, ancien responsable de *France 3-Ouest* à La Roche-sur-Yon, M. Bonnemaïson a été, dans les années 70, responsable départemental du *Front national*, et il est entré au comité central de ce parti en 1976. Lors de son premier mariage, ses témoins étaient Alexandre Hébert et Jean-Marie Le Pen.

Christiane CHOMBEAU.

COMMUNIQUÉ DU BUREAU CONFÉDÉRAL

Alexandre HÉBERT, ex-secrétaire général de l'U.D.F.O. de Loire-Atlantique, ex-membre de la C.E. Confédérale de F.O., accordé une interview au journal «*Français d'Abord!*».

Le Bureau Confédéral de F.O. laisse l'entière responsabilité des propos publiés à son auteur.

Le Bureau Confédéral de F.O. confirme qu'aucun dirigeant de F.O. n'est habilité par lui ou par toute autre instance de F.O. à prendre ou entretenir des contacts avec le *Front National* dont il dénonce régulièrement le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie.

Paris, le 11 octobre 1999 - 15 h 30

INTERVENTION DU CAMARADE PIERRE LAMBERT AU COMITÉ DIRECTEUR *(extraits)*

Après avoir pris connaissance de cette interview, j'ai consigné par écrit ce que j'en pensais:

«*Le camarade Alexandre Hébert a estimé, de son propre chef, sans en informer quiconque, devoir donner une interview à un organe de presse du Front National, interview dont le contenu est certes opposé à la politique du Front National. J'ai déjà été amené à envoyer une lettre à Alexandre Hébert, le 2 février 1999. Compte tenu de la situation difficile de la lutte de classe, cette initiative menace l'ensemble de notre travail d'organisation.*

Le camarade Alexandre Hébert a décidé, de son propre chef de prendre une initiative dont l'orientation politique est contraire à celle qui est la nôtre, et qui était la sienne. Pour préserver les intérêts de la construction d'un mouvement politique indépendant à l'échelle internationale, et à l'échelle nationale, je serais amené à faire une déclaration politique qui tiendra compte des développements.

J'estime bien entendu qu'il ne s'agit là, en aucun cas, d'une démarche assimilable à celle d'un procureur ou d'un tribunal.

J'assume le combat politique mené en commun avec le camarade Alexandre Hébert depuis cinquante ans, combat toujours placé sur un terrain de lutte de classe indépendante».

C'est inadmissible sur le plan politique et, bien entendu, en ce qui me concerne, sur le plan de l'amitié. Entre Alexandre Hébert et moi, il y a une amitié de cinquante ans. Il y a des choses sur lesquelles je suis en désaccord avec Alexandre depuis des années et d'autres, les plus importantes, sur lesquelles nous sommes d'accord. Ce sont des positions qu'il a toujours eues.

Aujourd'hui, personne n'est en train de dire qu'Alexandre Hébert est devenu *Front National*. Mais, camarades, le «*détail de l'histoire*», c'est une canaillerie. Alexandre savait que je serais mis en cause. Il n'y a même pas pensé. Il aurait dû y penser. Parce que c'est le «*lambertisme*», entre guillemets, qui serait mis en cause. Le «*lambertisme*» n'existe pas. C'est le combat pour l'indépendance de classe des organisations qui est en cause.

Nos routes divergent avec Alexandre Hébert. Personne et certainement pas la presse ou les journalistes aux ordres, ne me fera déroger à ce que j'estime, à tort ou à raison, être le moteur de l'histoire, à savoir la lutte des classes.

Personne ne me fera oublier ce que nous avons fait en commun Alexandre Hébert moi, et d'autres, en 1953, en 1955, en 1968, en 1969 et en bien d'autres circonstances. Quand la guerre d'Algérie a commencé, en 1954, nous avons combattu ensemble pour l'indépendance inconditionnelle de l'Algérie. Alexandre a fait tirer dans son imprimerie, à Nantes, le journal de ceux qui luttèrent pour l'indépendance, pendant que Le Pen était du côté de ceux qui massacraient les Algériens, au nom de l'Algérie française. Je ne peux pas oublier.

Je sais ce qu'a fait Alexandre. Je sais comment, avec un autre camarade, nous sommes partis, une nuit, chercher les journaux du MNA imprimés à Nantes. Une heure après notre départ, la police venait perquisitionner à l'Union Départementale. Je ne peux pas l'oublier. Je ne l'oublierai pas. Mais personne ne me fera accepter qu'on puisse écrire dans un organe de presse qui se prononce contre les immigrés. Le capitalisme, les Pasqua, Debré, Chevènement, au service du capitalisme, exacerbent sans arrêt, de la façon la plus éhontée, les oppositions entre les ouvriers, immigrés ou français. Le journal du *Front National* n'est-il pas un des instruments de cette politique?

Quand je lis le «*lambertiste Alexandre Hébert*», Alexandre m'a engagé sans me demander mon avis. Je suis un individu. Je dénie le droit à mon camarade Alexandre Hébert et à quiconque de m'engager sans me demander mon avis. La réciproque est vraie. Je l'avais prévenu, je lui dénie ce droit.

Le «*lambertiste Alexandre Hébert*»... Hébert n'est pas «*lambertiste*», tout le monde le sait, mais c'est cela qu'ils veulent accréditer. Je ne suis pas «*lambertiste*» non plus. Chacun sait que je suis trotskiste. Il est un individu, je suis un individu. Chacun est un individu. Aussi libres les uns que les autres. Il n'y a pas d'individus plus libres que d'autres, plus égaux que d'autres.

Le 9 octobre 1999.

ALEXANDRE HÉBERT (FO), APRÈS SON INTERVIEW AU MAGAZINE DE J.-M. LE PEN: «JE N'AI JAMAIS DIABOLISÉ LE F.N.»... Ouest-France - mardi 12 octobre 1999.

«*Connivences trotsko-fachos*» titre *Libération*. «*M. Hébert a toujours considéré que le FN est un parti comme les autres*», explique *Le Monde*. L'interview accordée par le leader anarcho-syndicaliste de FO, Alexandre Hébert, au magazine de J.-M. Le Pen (O.F. du 6 octobre), suscite des remous dans la presse mais aussi au bureau confédéral de FO qui se désolidarise. La direction nationale de FO affirme en effet qu'«*aucun dirigeant de FO n'est habilité à entretenir des contacts avec le FN, dont elle dénonce régulièrement le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie*».

L'intéressé s'en explique ici.

Vos déclarations au magazine «Français d'abord!» provoquent protestations et interrogations. Peut-on accorder une interview à la presse d'extrême-droite quand on s'appelle Alexandre Hébert?

Je n'ai rien de commun avec l'extrême droite, mais je n'ai jamais été dupe de ce que la diabolisation du *Front national* avait pour principale utilité de permettre à la gauche de se faire élire.

Pour autant, le FN passe, au sein de la mouvance révolutionnaire à laquelle vous appartenez, pour l'héritier du nazisme ou du racisme?

Ce n'est pas mon analyse. Je ne considère pas le FN comme une résurgence du nazisme ou du fas-

cisme, mais comme l'héritier de l'extrême droite française tour à tour incarnée dans le boulangisme, le PSF du colonel de La Roque, le poujadisme, voire les nostalgiques du bonapartisme. Je n'ai d'ailleurs jamais accepté la diabolisation de qui que ce soit.

Même de la CFDT, votre ennemie jurée, à laquelle vos amis et vous consacrez nombre de vos éditoriaux de «L'Ouest-syndicaliste»?

Je n'ai jamais diabolisé la CFDT que je ne considère pas toutefois comme l'expression d'un syndicalisme français. Pour moi, la CFDT, tout comme la CGT aujourd'hui, est l'expression syndicalo-politique d'un nouvel ordre européen fondé sur la subsidiarité, c'est-à-dire sur la servilité. Il y a d'ailleurs une théologie de la subsidiarité inscrite dans le traité de Maastricht et qui ressemble très fortement à ce que j'ai lu naguère dans l'encyclique «*Quadragesimo anno*».

Il y a du mystère autour de votre personne. Des livres vous ont été consacrés, des articles de presse. Vous vous dites depuis toujours anarcho-syndicaliste, mais on vous sait proche, sinon membre, du courant trotskiste lambertiste. Quelle est la vérité?

Je me définis comme un anarchiste individualiste.

Votre amitié pour Pierre Bussel-Lambert, animateur du courant de la IV^{ème} internationale qui porte son nom, n'est un secret pour personne. Christophe Bourseiller affirme même que vous siégez au sein de l'organe dirigeant du Parti des travailleurs, le dernier-né des créations de Bussel-Lambert?

Dans mon action de syndicaliste, je me suis toujours appuyé sur les courants antistaliniens et, parmi eux, les trotskistes avec lesquels j'ai noué une alliance privilégiée. Je suis, de longue date, un ami de Pierre Bussel, mais je ne suis pas et n'ai jamais été trotskiste. En revanche, j'ai en commun avec les «*lambertistes*» mon attachement viscéral à un mouvement syndical indépendant.

Vous définissez-vous comme révolutionnaire? Et qu'est-ce qu'être un révolutionnaire aujourd'hui?

Oui, je me définis comme un révolutionnaire. Être un révolutionnaire, pour moi, c'est ne pas accepter l'ordre social actuel. C'est penser qu'un processus révolutionnaire de transformation sociale peut se produire et se tenir prêt à y participer.

Vous ne diabolisez personne, dites-vous? Pas même le patronat?

Je ne diabolise personne, pas même le patronat en effet. La lutte des classes, selon moi, ce n'est pas la lutte des bons et des méchants, c'est le constat de divergences d'intérêts et de conflits entre employeurs et salariés.

Sans faire d'amalgame, n'y a-t-il pas, entre Le Pen et vous, un fond commun souverainiste qui pourrait expliquer votre position nuancée à l'égard du FN?

Je ne suis pas souverainiste, mais internationaliste. Je ne suis pas nationaliste, car le nationalisme est une idéologie. Mais la nation est une réalité avec laquelle il nous faut compter.

L'anarchiste Alexandre Hébert passe pour Jacobin. Étonnant, non?

Je n'ai jamais été jacobin, mais je reconnais l'apport de l'État jacobin centralisé à la classe ouvrière qui a conquis, dans ce contexte historique, des avantages qui sont actuellement remis en cause.

Vraiment, vous n'êtes pas lambertiste?

Non, je suis hébertiste!

Propos recueilli par Alain BESSON.

Loick GOURDON
17 Av des Naudières
44800 Saint HERBLAIN

Saint Herblain, le 12.10.1999,

Monsieur Le Directeur
de la Rédaction de Libération
Courier des Lecteurs

Monsieur le Directeur,

Citoyen attentif à la conduite des affaires de la cité j'ai lu très attentivement l'article de Christophe FORCARI, paru dans votre édition du 09.10.1999 prétendant établir, je cite «les vieilles connivences trosko-facho» clouant au pilori Alexandre HÉBERT et à travers lui la Confédération Force Ouvrière.

Si, en un premier temps la pensée politique de Mr HÉBERT, quoi que caricaturée, est identifiable, le reste du pamphlet relève d'un amalgame digne de la presse d'extrême droite qu'il entend dénoncer.

Ainsi, en quoi la mention du mandat syndical de Mr Patrick HÉBERT vient-il éclairer le débat? Serait-ce, à l'encontre de son père, une accusation voilée de népotisme? Encore faudrait-il établir les faits, c'est le moins qui puisse être demandé à un journaliste digne de ce nom.

Prétendre ingénument que le discours anti-maastrichien de Mr HÉBERT est en phase avec l'analyse de LE PEN relève soit d'une méconnaissance des thèses en présence, soit d'une hypocrisie majuscule. Le procédé rappelle les riches heures de «Gringoire», dans l'entre deux guerres. La ficelle est tellement grosse qu'elle ne mérite aucun commentaire si ce n'est que vos lecteurs n'apprécient aucunement être pris pour des ilotes.

Ceux-ci sont par contre fondés à se demander à qui profite ce lynchage médiatique en règle. Donner une interview à un journal en y exposant ses thèses suffit-il à faire accroire qu'on épouse les thèses de l'adversaire?

Au bout du compte l'article de Mr FORCARI ne fait qu'entretenir la confusion délétère qui se nourrit du discrédit de la chose politique. Par ailleurs et toujours dans le même ordre d'idées nous notons que le mot Libre Penseur fait écho par glissement sémantique pervers à «complot judéo-maçonnique» pour accréditer la fable des «rouges-bruns» le tout - bien évidemment - déconnecté de tout lien argumentatif.

Encore un effort et vous arriverez à la presse caniveau. Règlement de comptes? Service commandé? Allégeance à la pensée unique? Votre journal est tombé bien bas!

Je revendique chacun de mes propos et vous autorise à publier la présente dans le Courier des Lecteurs.

Veuillez croire Monsieur Le Directeur à mon attachement à la Liberté de la presse quand celle-ci est digne de ce nom.

Loick GOURDON.

Yann PERROTTE
(FO Cogéma la Hague)
La Houlaye 50330 VAROUVILLE

le 12 octobre 1999, par fax,
Alexandre et Patrick HÉBERT
UD FO Loire-Atlantique

Chers Camarades,

Il ne fait décidément pas bon, de nos jours, penser et agir différemment du pouvoir politique pluriel RPR-UDF-PS-Verts-PCF.

Je n'en veux pour preuve que cet article paru dans le «Journal du Dimanche» le 3/10/99.

Il y a quelques mois, c'est la CFDT du CEA à Marcoule qui décelait à FO «une dérive populiste».

L'article de Libération du 10/10/99 franchi plusieurs crans supplémentaires dans l'abjection.

J'attends votre réaction avec intérêt malgré tout gourmand.

J'espère aussi celle de la Confédé. L'offensive se développe comme en 1995 contre Blondel, et c'est bien toute l'organisation qui est visée...

Car dès lors que «l'on» considère que la CGT est devenue «indépendante» (il suffit pour cela qu'elle n'appelle pas à la manif du PCF du 16/10/99, la GGTFO n'a plus -d'utilité.

Et si cela n'est pas assez convaincant pour les travailleurs, il n'y a qu'à faire croire que la CGTFO est infiltrée par des fachos. Mieux: ces fachos ne sont autres que des trotskos camouflés, ceux qui l'avaient déjà infiltrée! Et le tour serait joué.

Nos gentils petits «démocrates», subsidiaires de service à la presse aux ordres, sont en réalité de redoutables policiers politiques - dignes de leurs nombreux devanciers - d'une pensée unique et totalitaire.

Tant pis pour eux: l'avenir nous donnera raison, et, jusque-là, nous résisterons.

Bien fraternellement,

Yann PERROTTE.

*copie: Jean-Claude LOEW - Unsenric
Michel DECAYEUX - Fédéchimie
Laurent Vivier - UD 50*

LA TEMPÊTE DANS LE VERRE D'EAU...

Ce fameux lundi 11 octobre, 6h30 du matin, j'ouvre ma boîte aux lettres électronique et y trouve un message dominical de Jean-Paul (le nôtre, pas le numéro 2) m'interpellant: «*Monde daté de samedi-dimanche? Alexandre a donné une interview à un journal du F.N.? et qu'est-ce que c'est que cette histoire de mariage?*».

Je ne m'affole pas, je connais Alex, j'ai une confiance totale en lui, je ne suis pas au courant mais il n'y a pas le feu au lac. En ce qui concerne le coup du mariage, «*ils*» doivent nous refaire pour nième fois le rappel du mariage de Joël Bonnemaison.

Une paire d'heures plus tard, Sophie (notre trésorière et ma collègue de travail) entre dans mon bureau avec une tête catastrophée, porteuse de la photocopie d'un dessin de caricaturiste publié dans *Ouest-France dimanche*, dessin représentant Alex gâteux dans une chaise roulante, levant un bras droit orné d'un brassard F.N. et dressant le poing du bras gauche orné d'une faucille et d'un marteau, bref un classique de l'art gauchiste clérical.

Je n'ai toujours pas lu de trace écrite de ce qui a du se passer mais le dessin laisse apparaître un titre «*Français d'Abord!*» et donc je me connecte de nouveau, histoire d'aller voir si le F.N., que je sais avoir investi, de façon très adroite et fort intelligemment, l'espace internautique, ne fournirait pas, en ligne, les textes qu'il publie.

Banco: *Français d'abord!*, «*quinzomadaire*» de Jean-Marie Le Pen, est bien présent et reproduit en ligne le texte de l'interview. *Le Monde* est en retard, il produira son article le lendemain et il faudra payer pour le lire. Par contre, je découvre, grâce à la vigilance d'un de nos amis, que *Libération* a également produit un article. Un journaliste se faisant appeler Christophe FORCARI, ce qui est probablement un pseudonyme de Christophe BOURSEILLER (l'auteur de «*Un étrange Monsieur Blondel*»), nous y livre un article véritablement haineux: la version écrite du dessin de *Ouest-France*.

L'aveuglement ou (et) l'intention de nuire délibérée sont évidents, lorsque, comme c'est mon cas, on a eu l'occasion de lire l'interview incriminée avant d'en lire les exégètes.

Mais, dans notre univers d'humanistes, nous sommes fort peu nombreux à avoir lu l'interview avant d'en lire les critiques, et, la plupart d'entre nous ne l'ont toujours pas lu car ne savent pas où trouver une revue du

FN, n'envisagent certainement pas de l'acheter, même pour se faire une idée, et n'ont pas encore le réflexe internautesque.

De plus, nous sommes relativement rares ceux qui connaissent suffisamment Alexandre pour être ni surpris ni gênés par ces attaques épisodiques, car la plupart d'entre nous, ne connaissent d'Alexandre que la réputation sulfureuse de «*pape de l'anarcho-syndicalisme*», fondateur de F.O. lié au «*lambertisme*», conformément au costume adroitement taillé par les coups de ciseaux cléricaux ou (et) staliniens.

Je ne vais pas écrire un long plaidoyer pour notre (mon) ami Alexandre. On peut être en accord ou en désaccord avec le fond de ce qu'il répond aux questions volontiers provocatrices et visiblement orientées (mais c'est normal) du journaliste frontiste. Personnellement, je suis d'accord avec ces réponses et suis assez admiratif de la façon dont Alex, homme d'intuition et d'expérience, a réussi à déjouer les pièges qui lui étaient tendus.

Il reste *LA Question*: faut-il, oui ou non, accepter la sollicitation d'un journal du *Front national*?

Un article que j'avais proposé aux *Cahiers rationalistes* il y a 18 mois, relatif au *Front National* et qui fut publié dans *l'Anarcho-syndicaliste*, commençait ainsi: «*Dans le programme de télévision du quotidien Le Monde, les propos d'un des réalisateurs, Daniel MERLET, étaient rapportés suivant lesquels «les trois stratégies employées par les médias vis-à-vis du Front - la diabolisation, la banalisation ou le boycott - sont également inefficaces. Il faut répondre politiquement, analyser idéologiquement, argumenter, mais à partir du réel, surtout pas des fantasmes*».

Nous pourrions nous interroger si tel est bien le rôle des médias de «*répondre politiquement*» au *Front National* mais j'en retiendrai, et j'y souscris, l'affirmation de la nécessité d'une réponse politique. J'avouerai ne pas arriver à adhérer à aucune des entreprises rituelles auxquelles il est de bon ton aujourd'hui de participer en une communion médiatisée, pas plus aux commémorations mythiques (ou mystificatrices) qu'aux expiations ou exorcismes collectifs. Pour certains des concélébrants, le simple fait d'affirmer cela, et de refuser de me joindre à la meute communiant à la repentance antiesclavagiste ou à la diabolisation antilepéniste, suffirait à me faire suspecter d'être complice, de facto, de je ne sais quel crime contre l'humanité: un journaliste pseudo historien pourrait s'en prendre à cet étrange *Monsieur* développant des interrogations si obscènes.

«*Choisis ton camp camarade!*» me dira le vénérable juge de l'histoire réécrite... mais n'y a-t-il que ces camps là! Et si les principaux camps en présence que l'on nous présente comme les deux seuls termes d'une alternative «*postindustrielle*» n'étaient que deux expressions d'une même décomposition de la pensée contemporaine, de la même incapacité à penser notre époque?

«*Répondre politiquement, analyser idéologiquement, argumenter, mais à partir du réel, surtout pas des fantasmes*», cet appel est, à l'échelle des individus, un appel à l'exercice de la raison critique et du libre examen. Alexandre, dans l'interview qu'il a accordée à *Ouest-France* le 12 octobre, joue sur le même registre quand il répond: «*Je n'ai rien de commun avec l'extrême droite, mais je n'ai jamais été dupe de ce que la diabolisation du Front National avait pour principale utilité de permettre à la gauche de se faire élire*».

Anarchiste (un anarchiste, dit-il), syndicaliste cheminot, militant politique depuis plus de soixante ans, engagé dans tous les combats de ces dernières décennies (y compris l'Algérie comme le rapporte le journal frontiste en oubliant de dire que c'était en combattant côte à côte avec Messali Hadj et son *Mouvement National Algérien*, et là, d'ailleurs, aux côtés également de Pierre Bousset-Lambert), franc-maçon historique (je peux le dire, je ne le suis pas), ne peut être suspecté par quiconque de sérieux, et encore moins par ses amis, de complicité voire de complaisance coupable avec l'extrême droite, l'antisémitisme ou nous ne savons quoi encore.

Fallait-il répondre à la sollicitation du *Front*? Il ne m'a pas demandé mon avis (il n'avait d'ailleurs pas à le faire) et ne l'a demandé à personne (ce que beaucoup de ses amis lui ont reproché). Je ne peux donc mesurer que les effets engendrés à ce jour par sa décision unilatérale de lever ce tabou et j'avouerai, que sauf à voir d'autres développements que je ne prévois pas à ce jour, je ne suis pas mécontent de la «*tempête dans un verre d'eau*» que son initiative a soulevé et du positionnement des uns et des autres qui a ainsi été révélé. De plus, et ce n'est jamais négligeable, cela permet de vérifier une fois de plus où sont ses véritables amis...

Michel HALEVI (à l'intention des militants de l'*Union Rationaliste*).